



# LE SPANC

( Service Public d'Assainissement Non Collectif)

## GUIDE PRATIQUE

# SOMMAIRE

## 1 – Ce que vous devez savoir avant de créer le service

### 1.1 Enjeux et compétences

- 1.1.1 Assainissement collectif ou non collectif ?
- 1.1.2 Compétences communales

### 1.2 Qu'est-ce qu'un SPANC ?

- 1.2.1 Un service public local
- 1.2.2 ...d'assainissement...
- 1.2.3 ... à caractère industriel et commercial...
- 1.2.4 ... qui fournit des prestations de service.

### 1.3 Le SPANC et l'intercommunalité

- 1.3.1 Avantages de l'intercommunalité
- 1.3.2 Structures compétentes
- 1.3.3 Etendue du transfert de la compétence assainissement
- 1.3.4 Conséquences du transfert de compétence à un EPCI

## 2 – Ce que vous devez faire avant de créer le service

### 2.1 L'information du public

- 2.1.1 Politique de communication avant la création du service
  - 2.1.2.1 Communication au moment de l'étude du zonage et de l'étude diagnostic
  - 2.1.2.2 Communication au cours de l'enquête publique « zonage » et après l'étude diagnostic

### 2.2 Les études préalables à la création d'un SPANC

- 2.2.1 Le zonage d'assainissement
- 2.2.2 Choix de l'échelle territoriale
- 2.2.3 Compétences
- 2.2.4 Prestations
- 2.2.5 Organisation
- 2.2.6 Gestion
- 2.2.7 Mode d'organisation budgétaire et comptable
- 2.2.8 Financement
- 2.2.9. Redevance (tarification et recouvrement)
- 2.2.10 Règlement du service

## 3 – Les actes de création d'un SPANC

### 3.1 Délibérations à prendre

### 3.2 Entrée en vigueur des délibérations

## 4 – Exemple d'organisation et de gestion du SPANC,

### 4.1. Estimation des dépenses pour les contrôles

## 4..2 Évaluation du temps nécessaire pour les contrôles

- 4..2.1 Contrôles des dispositifs neufs (conception –réalisation)
- 4.2.2. Contrôle des dispositifs existants (diagnostic)
- 4..2.3 Contrôle dispositifs existants (bon fonctionnement)

## 4.3 - Évaluation du nombre annuel de contrôles

## 4.4 Evaluation du coût du contrôle

## 4.5 Règles budgétaires à respecter

- 4.5.1 Généralités
- 4.5.2 Equilibre
- 4.5.3 Dérogations au principe de l'équilibre
- 4.5.4 Budget des services d'assainissement collectif et non collectif

## 4.6 La redevance

- 4.6.1 Conséquence de la nature industrielle et commerciale du SPANC
- 4.6.2 Définition de l'usager
- 4.6.3 Etablissement
- 4.6.4 Composition
- 4.6.5 Assiette et tarification
- 4.6.6 Recouvrement

## 4.7 La fiscalité du service. (TVA)

# 5 – Obligations et responsabilités

## 5.1 De l'usager

- 5.1.1 Obligations
- 5.1.2 Responsabilités

## 5.2 Du SPANC

- 5.2.1 Obligations
- 5.2.2 Responsabilités

# 6 – Les acteurs

## 6.1 Le service instructeur du permis de construire

- 6.1.1 Articulation des procédures
- 6.1.2 Contenu des contrôles du service instructeur et du SPANC
- 6.1.3 Conséquences du non-respect des dispositions réglementaires sur la délivrance du permis

## 6.2 La DDASS

## 6.3 Autres acteurs

- 6.3.1 Le maire
- 6.3.2 Le préfet
- 6.3.3 Les départements (conseils généraux)

- 6.3.4 Les agences de l'eau
- 6.3.5 La commission consultative des services publics (CSP)
- 6.3.6 Les prestataires de service publics et privés
- 6.3.7 Les intervenants de la construction immobilière

## **7 – La vie du service**

### **7.1 Le règlement du service**

### **7.2 Le démarrage du service**

- 7.2.1 Le financement initial
- 7.2.2 Diagnostic des installations existantes
  - 7.2.2.1 Cadre réglementaire et le contenu
  - 7.2.2.2 Situations rencontrées lors du diagnostic initial et l'action du SPANC ou du maire

### **7.3 Réalisation de documents**

- 7.3.1 Information des usagers : la documentation du pétitionnaire
- 7.3.2 Les imprimés du service

### **7.4 L'archivage des données concernant les usagers**

- 7.4.1 Les fichiers du service
- 7.4.2 Procédure de création d'un fichier
- 7.4.3 Contenu du fichier

## **8. Les points essentiels à retenir**

### **8.1 Ce qui doit être fait**

### **8.2 Ce qui peut être fait**

## **–9 Annexes**

### **9.1 Modèle de règlement de service**

- 9.1.1 SPANC effectuant le contrôle des installations
- 9.1.2 SPANC effectuant les contrôles l'entretien et la remise en état des installations

### **9.2 Modèles de délibérations**

- 9.2.1 Approbation du règlement de SPANC
- 9.2.2 Majoration de la pénalité financière au titre de la pollution ou salubrité publique
- 9.2.3 Approbation du budget de SPANC
- 9.2.4 Création du SPANC

### **9.3 Liste non exhaustive des logiciels utilisé en assainissement non collectif.**

# 1 – Ce que vous devez savoir avant de créer le service

## 1.1. Enjeux et compétences

### 1.1.1 Assainissement collectif ou non collectif ?

Si l'assainissement collectif reste la solution la plus efficace et la plus fiable pour les zones d'habitat dense, cette efficacité est contestable pour les zones d'habitat diffus. ; L'expérience montre que ce type d'assainissement ne se justifie plus dès lors que la distance moyenne entre les habitations atteint 20-25 mètres (**circulaire 97-49 du 22/05/97**). D'autres solutions techniquement fiables et économiquement acceptables pour la collectivité existent, c'est l'assainissement non collectif considéré comme une des solutions techniques offertes aux élus pour contribuer, par leur politique d'assainissement, à la bonne gestion de la ressource en eau.

Parallèlement, le législateur a confié aux communes la définition et la mise en œuvre de leur politique d'assainissement : « *Les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent, et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif.* » (**article L. 2224-8 du CGCT**)

### 1.1.2 Compétences communales

L'**article L. 2224-8 du CGCT** définit les obligations des communes en matière d'assainissement non collectif. :

« *Les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif.* »

Ces prestations doivent être mises en œuvre avant le 31/12/2005 par la création d'un SPANC qui effectue pour :

- les ouvrages neufs : le contrôle de conception et de bonne exécution.
- les ouvrages existants : les contrôles de diagnostic, bon fonctionnement et, facultativement, l'entretien.

Les communes peuvent transférer ces compétences à un établissement public intercommunal (EPCI) ou à un syndicat mixte. Si la compétence en assainissement non collectif a été transférée, l'organe délibérant de cet établissement est seul compétent dans ce domaine. Les conseils municipaux des communes membres de l'établissement ne peuvent plus intervenir car ils ne sont plus compétents en matière d'assainissement non collectif.

## 1.2 Qu'est-ce qu'un SPANC ?

### 1.2.1 Un service public local

La qualification de service public entraîne un certain nombre de conséquences (continuité du service, égalité de traitement des usagers, adaptation à l'évolution des besoins collectifs et à l'intérêt général)

### 1.2.2 .....D'assainissement...

Le SPANC fait partie du service d'assainissement (**L2224-7 à L2224-12 du CGCT**), Il peut faire partie du service d'assainissement qui comprendra l'assainissement collectif et non collectif ou être un service autonome doté d'un budget propre.

### 1.2.3 .....à caractère industriel et commercial...

Le SPANC est géré comme un Service Public Industriel et Commercial (SPIC), et cela génère les conséquences suivantes (**L2224-11 CGCT**) :

- Les rapports du service avec ses usagers, son personnel et les tiers relèvent du droit privé
- Les litiges avec les usagers relèvent généralement de la compétence des tribunaux judiciaires
- Le financement du service par des redevances versées par l'utilisateur en échange de prestations effectuées
- Le respect du plan comptable M 49 et ses principes généraux ( annualité, unité, universalité, - sincérité,...)
- Le principe de l'équilibre budgétaire (**L2224-1 CGCT**) avec ses dérogations (**L 2224-2 CGCT**)

### 1.2.4 .....qui fournit des prestations de service.

Le service consiste à contrôler que les dispositifs conçus, implantés et réalisés dans le respect des prescriptions réglementaires, fonctionnent bien et sont entretenus correctement.

## 1.3 Le SPANC et l'intercommunalité

### 1.3.1 Avantages de l'intercommunalité

L'intercommunalité apparaît comme une opportunité car l'emploi à plein temps de personnel qualifié pour assurer les contrôles ne laisse aux petites collectivités que deux options :

- soit s'engager dans l'intercommunalité
- soit créer un poste de travail à compétences multiples dans le domaine de l'eau.

C'est pourquoi les communes rurales, ont intérêt à se regrouper afin de faire des économies d'échelle. Par ailleurs, l'intercommunalité permet d'atteindre la taille critique susceptible de susciter de la part des entreprises des offres compétitives et de créer des services capables de vérifier la bonne gestion du délégataire.

### 1.3.2 Structures compétentes

La compétence assainissement non collectif peut être prise soit par un EPCI sans fiscalité propre, soit par un EPCI avec fiscalité propre.

#### ❑ 1.3.2.1 Transfert de compétence à un EPCI sans fiscalité propre

Ce sont les syndicats de communes. Leur ressources proviennent de services rendus (redevance assainissement) ou de contributions obligatoires. Ce type de groupement ne lève pas l'impôt. Les syndicats se subdivisent en syndicat à vocation unique (SIVU) à vocation multiple (SIVOM) ou à la carte.

#### ❑ 1.3.2.2 Transfert de compétence à une structure avec fiscalité propre

La loi n°99-586 du 12 juillet 1999 limite leur nombre à trois catégories :

- **La communauté urbaine** : La compétence assainissement collectif et non collectif, fait partie des compétences obligatoires (**L.5215-20-du CGCT**). L'adhésion à une communauté urbaine implique donc le transfert de la compétence assainissement non collectif.
- **La communauté d'agglomération** : L'assainissement est une compétence optionnelle qui peut être limité à l'assainissement collectif ou à l'assainissement non collectif.
- **La communauté de communes** : C'est une compétence optionnelle, toutefois, au titre de la « *protection et mise en valeur de l'environnement* », la compétence peut concerner l'assainissement collectif et l'assainissement non collectif ou être limité à l'un ou à l'autre.

### 1.3.3 Etendue du transfert de la compétence assainissement

Si le transfert de la compétence assainissement a eu lieu avant l'entrée en vigueur de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, seule la compétence assainissement collectif a pu être transférée car la compétence assainissement non collectif relevait exclusivement de l'Etat.

Si le transfert de la compétence « assainissement », sans autre précision, a eu lieu après cette date, la compétence transférée a porté à la fois sur l'assainissement collectif et non collectif car cette loi a confié aux communes le service public de l'assainissement non collectif.

Si la compétence assainissement de l'EPCI bénéficiaire du transfert fait partie de ses compétences obligatoires, ce transfert porte obligatoirement sur l'assainissement collectif et non collectif, La commune ne pourra donc pas limiter le transfert de sa compétence assainissement au seul assainissement non collectif.

Enfin, Il ne semble pas possible de ne transférer qu'une partie de la compétence « non collectif » car les textes ne prévoient pas la possibilité de diviser le service de l'assainissement non collectif en plusieurs parties.

### 1.3.4 Conséquences du transfert de compétence à un EPCI

La commune ne peut plus intervenir dans l'organisation et la gestion du SPANC. L'EPCI se substitue à la commune pour toutes délibérations, actes ou contrats (**art. L.5211-5-III du CGCT**). C'est également un transfert de responsabilité car l'EPCI devient responsable de l'organisation et du fonctionnement du service.

Par contre, le transfert de compétence n'entraîne jamais le transfert du pouvoir de police administrative du maire, toujours compétent pour prendre toute mesure destinée à lutter contre la pollution ou maintenir la salubrité publique sur sa commune. De même pour de son pouvoir de police judiciaire (constat d'infractions pénales).

Des conséquences financières peuvent être générées car si la compétence est transférée à un EPCI ayant une commune > 3 000 habitants, le budget du service devra être équilibré sans subvention possible du budget général de l'EPCI. Ce transfert peut donc entraîner pour des petites communes la séparation des budgets eau et

assainissement et pour les usagers, une augmentation des redevances d'assainissement qui devront équilibrer le service.

## 2 – Ce que vous devez faire avant de créer le service

### 2.1 L'information du public

#### 2.1.1 Politique de communication avant la création du service

L'obligation de contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif apporte un bouleversement important. Les usagers sont dans la totale ignorance des nouvelles dispositions législatives et réglementaires et notamment du paiement d'une redevance qui jusqu'à présent n'existait que pour l'assainissement collectif. Si l'on veut éviter des réactions de rejet de la part de la population, il faut amorcer la communication le plus en amont possible

#### 2.1.2.1 Communication au moment de l'étude du zonage et du contrôle diagnostic

Au moment du lancement des études, annoncer par l'intermédiaire du bulletin municipal les grands principes de la loi sur l'eau et du contrôle de l'assainissement non collectif. De même, le contrôle diagnostic sur les assainissements non collectifs existants peut être mise à profit pour une information plus précise des usagers.

#### 2.1.2.2 Communication au cours de l'enquête publique « zonage » et après l'étude diagnostic

C'est l'occasion à l'aide des dossiers et des documents graphiques remis à la fin des études, d'informer les habitants des conséquences du mode d'assainissement en matière d'obligations et de financements.

### 2.2 Les études préalables à la création d'un SPANC

#### 2.2.1 Le zonage d'assainissement

L'étude des zonages est le préalable à toute réflexion sur la création d'un SPANC et permet de définir le périmètre du service en dénombrant les dispositifs d'assainissement non collectif

#### 2.2.2 Choix de l'échelle territoriale

Si la commune n'est pas déjà membre d'un EPCI, elle doit choisir entre le transfert de compétence ou l'exercice de cette compétence. Une étude technico-économique permet d'orienter ce choix.

#### 2.2.3 Compétences

Il ne concerne, que l'entretien des installations (compétence facultative). Si la collectivité décide de s'occuper de l'entretien des installations, ce service ne peut pas être imposé aux usagers.. La proposition du service d'entretien reste soumise à l'acceptation du particulier qui reste libre de choisir son prestataire. Les usagers doivent donc être interviewés. Si le SPANC propose cette option, la collectivité doit préciser, dans le règlement du service, le contenu des prestations.

#### 2.2.4 Prestations

L'arrêté «contrôle» du 6 mai 1996 fixe les contrôles obligatoires devant être effectués par le SPANC. La collectivité a la possibilité d'élargir ses missions de service public comme par exemple : le conseil aux usagers, la production de documentation, l'élaboration de brochures spécifiques etc...

#### 2.2.5 Organisation

L'organisation du SPANC est assurée

- soit par la création d'un service spécifique assainissement non collectif
- soit par le service assainissement regroupant les compétences assainissement collectif et non collectif, à condition que la collectivité exerce ces deux compétences et que leur mode de gestion soient les mêmes.

#### 2.2.6 Gestion

La collectivité a le choix entre:

- une gestion directe, avec contrôles effectués par les agents du SPANC, ou par un prestataire de service

- une gestion déléguée (Le contrôle et l'entretien peuvent faire l'objet de deux modes de gestion différents)

### 2.2.7 Mode d'organisation budgétaire et comptable

Il varie suivant la taille de la collectivité et le choix des élus :

Organisation des services eau -assainissement	Type de budget
1 seul service (assainissement collectif et non collectif)	Budget unique du service assainissement + état donnant la répartition de chaque mode d'assainissement
Service assainissement non collectif	Budget annexe assainissement non collectif
Communes < de 3000 habitants et services de l'eau assainissement ayant le même mode de gestion et les mêmes règles de TVA,	Possibilité budget unique eau -assainissement avec identification des opérations par service
Communes de moins de 500 habitants.	Pas d'obligation de budget annexe sous réserve qu'en annexe du budget général un état sommaire fasse apparaître les recettes et dépenses affectées à chaque service

### 2.2.8. Financement

Par principe (**article L. 2224-2 du CGCT**) les charges du service ne doivent pas être financées par le budget principal de la commune mais doivent être couvertes par une redevance perçue sur l'utilisateur. Toutefois, la prise en charge par le budget principal de la collectivité est possible pour les communes < 3000 habitants.

### 2.2.9 Redevance (tarification et recouvrement)

Les élus ont le choix (**article R.2333-126 du CGCT**) entre

- une tarification au forfait,
- une tarification liée à un indicateur (volume d'eau, la taille de l'habitation...).

Le recouvrement de la redevance peut être effectué par le service d'eau potable, par le service d'assainissement collectif ou enfin par le SPANC (**art. R.2333-128 du CGCT**).

### 2.2.10 Règlement du service

Bien que l'adoption d'un règlement du service ne soit pas imposée, il est conseillé d'élaborer, avant la création du service, un règlement qui régit les relations entre l'exploitant du service et les usagers (cf. modèle en annexe).

## 3 – Les actes de création d'un SPANC

### 3.1 Délibérations à prendre (modèles proposés en annexe)

La création d'un SPANC nécessite plusieurs délibérations portant sur les objets suivants :

1. Délimitation et approbation du zonage d'assainissement collectif et non collectif ;
2. Création du service qui précise l'organisation, le champ territorial d'intervention, les compétences, la gestion,
3. Institution de la redevance de contrôle et éventuellement de la redevance entretien
4. Budget du service
5. Règlement du service.

Le cas échéant, d'autres délibérations pourront porter sur les points suivants :

6. Majoration de la pénalité financière (**L.1331-8 du Code de la santé publique**)
7. Définition dans le plan local d'urbanisme des conditions de réalisation d'un assainissement individuel.

PS : Ces délibérations sont prises par l'organisme ayant compétence en assainissement non collectif.

### 3.2 Entrée en vigueur des délibérations

Ces délibérations ne sont opposables aux usagers qu'à partir du jour de leur entrée en vigueur et doivent



- Pour les communes de 3.500 habitants ou plus : être publiée au recueil des actes administratifs
  - Pour les autres : être affichée sur les panneaux prévus à cet effet
- Ces délibérations n'entrent en vigueur qu'à la date de sa réception en préfecture (date de l'accusé de réception)

## 4 – Exemple d'organisation et de gestion du SPANC,

### 4.1. Estimation des dépenses pour les contrôles

Cette évaluation est faite au cours de la phase d'études qui précède la création du service car le montant des charges du service déterminera le montant de la redevance qui pour rester acceptable devra s'adresser à un nombre suffisant d'usagers

**Exemple d'un SPANC qui embauche un technicien supérieur à plein temps pour assurer les tâches techniques, administratives et comptables du service**

Poste de dépenses	Dépense annuelle (€HT)
Personnel (1 technicien plein temps)	35.000
Véhicule (achat + assurance + entretien + carburant)	3.000
Frais immobilier(loyer + EDF + eau + etc..)	3.000
Informatique	2.000
Téléphone et communications	3.000
Papeterie + photocopies + divers	4.000
<b>TOTAL</b>	<b>50.000</b>

### 4.2 Évaluation du temps nécessaire pour les contrôles

Il est recommandé aux élus d'ajuster les valeurs proposées ci dessous en fonction de l'expérience acquise  
Les modalités des contrôles suivants sont détaillées dans le fascicule n°86 des études sur l'eau

#### 4.2.1 Contrôles des dispositifs neufs (conception réalisation)

Ce contrôle est effectué une seule fois, lors de la création de l'immeuble. Il comprend :

- **La réception de la demande** (ouverture du dossier, renseignement du fichier informatique, traitement de la demande, examen du dossier, rédaction de l'avis et courriers, ) : 1h
  - **Le contrôle de conception du projet** (déplacement dans un rayon de 20 km, conseils techniques, rendez-vous avec le particulier, rédaction du rapport de visite et courriers, ) : 3h
  - **Le contrôle de réalisation des travaux** : (idem contrôle conception du projet, ) 3h
- TEMPS TOTAL = 7h**

#### 4.2.2. Contrôle des dispositifs existants (diagnostic)

- Ce contrôle est effectué une fois pour toutes lors de la création du SPANC. C'est un état des lieux qui permet de créer le « fichier client » des usagers. Il comprend : rendez-vous avec l'utilisateur, rédaction du rapport de visite et courriers, renseignement de la base de donnée informatique
- TEMPS TOTAL = 2h ;**

#### 4.2.3 Contrôle des dispositifs existants (bon fonctionnement)

- Ce contrôle sera réalisé suivant une fréquence définie par la commune pour vérifier le bon fonctionnement du dispositif, constater les nuisances éventuelles et vérifier la destination des matières de vidange. Il comprend :
  - Déplacement dans un rayon de 60 km, rendez-vous avec l'utilisateur, rédaction du rapport de visite et courriers :
- TEMPS TOTAL = 2h ;**

### 4.3 - Évaluation du nombre annuel de contrôles

Le nombre de contrôles se déduit du paragraphe précédent	(base de travail 1600h/an)
• Contrôles des dispositifs neufs (conception + réalisation):	1600 h / 7 h = soit 220 par an.
• Contrôle des dispositifs existants (diagnostic)	1600 h / 2 h = soit 800 par an
• Contrôle des dispositifs existants (fonctionnement)	1600 h / 2 h = soit 800 par an

A noter l'importance du nombre de contrôles des dispositifs existants par rapport aux nombres de contrôles des dispositifs neufs. En effet, sur le bassin Loire Bretagne, très rural, la population ayant un assainissement non collectif représente 3 millions d'habitants soit environ 1 million de dispositifs existants. Parallèlement, chaque année, 20.000 dispositifs neufs sont mis en service. Le nombre de contrôle de l'existant représente donc 1.000.000 / 1.020.000 soit 98% du nombre de contrôle totaux (neuf + existant)

Le nombre de contrôles présentés ci-dessus est maximum car il n'intègre pas d'autres tâches administratives qui pourraient être demandées par le responsable du SPANC comme par exemple des réunions d'informations destinées aux usagers, entrepreneurs ou responsables des collectivités membres du SPANC.

## 4.4 Evaluation du coût du contrôle,

Sur la base des éléments indiqués au paragraphes 4.1 et 4.3, le coût des contrôles est de :

- Contrôle des dispositifs neufs 50.000 € / 220 = 230 €
- Contrôle des dispositifs existants (diagnostic) 50.000 € / 800 = 50 €
- Contrôle des dispositifs existant (fonctionnement) 50.000 € / 800 = 50 €

## 4.5 Règles budgétaires à respecter,

### 4.5.1 Généralités

- **Annualité :** le budget doit être établi et voté pour une année civile du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre
- **Unité :** les recettes et les dépenses doivent être regroupées dans un seul document comptable
- **Universalité :** non compensation et non affectation des recettes et des dépenses
- **Sincérité** de l'évaluation des dépenses et recettes ;

### 4.5.2 Equilibre

Les budgets doivent être équilibrés en recettes et en dépenses. (article L.2224-1 du CGCT).

### 4.5.3 Dérogations au principe de l'équilibre

#### ❑ Pour les communes de plus de 3.000 habitants

Elles sont précisées dans l'article L. 2224-2 du CGCT :

*« Il est interdit aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre des services publics visés à l'article L.2224-1... Toutefois, le conseil municipal peut décider une telle prise en charge lorsque celle-ci est justifiée par l'une des raisons suivantes :*

- *1° Lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement ;*
- *2° Lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs. La décision du conseil municipal fait l'objet, d'une délibération motivée. Cette délibération fixe les règles de calcul et les modalités de versement des dépenses du service prises en charge par la commune, ainsi que le ou les exercices auxquels elles se rapportent. En aucun cas, cette prise en charge ne peut se traduire par la compensation pure et simple d'un déficit de fonctionnement. »*

#### ❑ Pour les communes de moins de 3 000 habitants

L'article L.2224-2 du CGCT dispense les communes de moins de 3000 habitants de respecter cette séparation de principe du budget général de la commune et des budgets des SPIC :

*« L'interdiction n'est pas applicable aux services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les communes de moins de 3 000 habitants et les groupements composés de communes dont la population ne dépasse pas 3 000 habitants. »*

La circulaire du 23 décembre 1996 de la fonction publique précise que dans le cas des contrats d'affermages ou concessions, la prise en charge des dépenses des services d'eau ou d'assainissement par le budget général ne peut se faire en violation des termes du contrat dont l'équilibre financier ne doit pas être remis en cause.

#### 4.5.4 Budget des services d'assainissement collectif et non collectif

##### □ Budget unique des services d'eau et d'assainissement

L'article L.2224-6 du CGCT autorise le regroupement des budgets des services d'eau et d'assainissement des communes de moins de 3000 habitants *« si les deux services sont soumis aux mêmes règles d'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée et si leur mode de gestion est identique. Le budget et les factures émises doivent faire apparaître la répartition entre les opérations relatives à la distribution d'eau potable et celles relatives à l'assainissement. »*

##### □ Budget du service d'assainissement

- Dans le cas d'une structure unique (assainissement collectif + non collectif) l'article R.2333-122 du CGCT prévoit un seul budget pour l'assainissement collectif et non collectif, mais exige l'institution de deux redevances, une pour l'assainissement collectif et une autre pour l'assainissement non collectif, ainsi que la tenue, dans un état complémentaire, de la répartition entre les opérations relatives à l'assainissement collectif et non collectif.

- Dans le cas de deux structures différentes, la structure de gestion de l'assainissement non collectif (régie ou affermage) doit être dotée d'un budget annexe.

## 4.6 La redevance

### 4.6.1 Conséquences de la nature industrielle et commerciale du SPANC

Les charges du service du SPANC doivent être couvertes par une redevance perçue sur l'utilisateur qui ne sera mise en recouvrement qu'à partir du moment où le service est rendu.

### 4.6.2 Définition de l'utilisateur

L'utilisateur du SPANC est la personne qui bénéficie d'une prestation individualisée de ce service, soit comme propriétaire soit comme utilisateur de cette installation en tant qu'occupant de cet immeuble.

### 4.6.3 Etablissement

C'est l'organe délibérant de l'établissement public compétent qui institue la redevance et en fixe le tarif.

### 4.6.4 Composition

La redevance d'assainissement non collectif comprend deux parties :

- L'une destinée *« à couvrir les charges de contrôle de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution et du bon fonctionnement des installations »*. Elle peut faire l'objet d'une tarification forfaitaire. La part relative au contrôle des dispositifs neufs est due par le propriétaire de l'immeuble. La part relative au contrôle des dispositifs existants est due par l'occupant des lieux.
- L'autre de compétence facultative, est destinée *« à couvrir les charges d'entretien »* calculée en fonction des prestations assurées et n'est due que par les utilisateurs de ce service.

Lorsque le service est délégué, *« le tarif de la redevance peut comprendre, outre une part fixée par la convention de délégation, revenant au délégataire au titre des charges du service qu'il assure, une part revenant à l'autorité délégante destinée à couvrir les dépenses qui demeurent à sa charge. »*

### 4.6.5. Assiette et la tarification

L'assiette de la redevance est laissée au libre choix de l'autorité organisatrice (forfait, consommation d'eau, taille du logement ou tout paramètre en relation directe avec les prestations de contrôle). Il semble préférable :

- De forfaitiser les contrôles peu fréquents (dispositifs neufs) coût du forfait 100 €

- ❑ D'indexer les contrôles plus fréquents (fonctionnement des dispositifs existants ayant lieu en moyenne tous les 4 ans sur des paramètres connus comme la consommation d'eau en m<sup>3</sup>)

ex : coût du contrôle annuel = 50 € / 4 ans = 12 €/an soit pour une consommation de 100 m<sup>3</sup> = 0.012 €/m<sup>3</sup>

#### 4.6.6 Recouvrement

Le recouvrement des redevances assainissement non collectif peut être fait par :

- ❑ le SPANC, (quand ce service est l'entité de gestion de l'assainissement non collectif,)
- ❑ le service d'assainissement (lorsqu'il regroupe l'assainissement collectif et non collectif)
- ❑ le service de distribution de l'eau potable de la collectivité

### 4.7 La fiscalité du service. (TVA)

Le taux applicable à la redevance d'assainissement est le taux réduit de 5,50%.

Les opérations d'entretien et de réhabilitation des installations sont soumis au taux réduit de TVA (**article 279-0 bis du Code général des impôts**), lorsque l'habitation a été achevée depuis plus de deux ans. (instruction Bulletin officiel des impôts 3 C-5-99) publiée le 14 septembre 1999.

## 5 – Obligations et responsabilités

### 5.1 De l'usager

#### 5.1.1 Obligations

Elles sont fixées par la réglementation applicable et par le règlement du SPANC, elles concernent :

- ❑ La conception, la réalisation le financement des études et des travaux qui relèvent du propriétaire
- ❑ Le bon état de fonctionnement des ouvrages qui suppose :
  - Leur réparation par leur propriétaire,
  - Leur entretien et leur bonne utilisation par l'occupant
- ❑ La soumission des installations aux contrôles de conception et de bonne exécution pour les propriétaires ainsi qu'aux contrôles de bon fonctionnement et, le cas échéant, d'entretien pour l'occupant.
- ❑ L'accessibilité aux ouvrages
- ❑ L'accès des agents du SPANC aux ouvrages sur terrain privé pour contrôles (**article L.1331-11 du C S P**)
- ❑ L'adéquation du fonctionnement de l'installation avec son dimensionnement :

#### 5.1.2 Responsabilités

Le manquement de l'usager aux obligations ci-dessus est susceptible d'engager sa responsabilité

- ❑ civile, en cas de dommages causés aux tiers par le mauvais fonctionnement de l'installation
- ❑ pénale en cas d'infraction aux dispositions des codes (Santé, Construction, Urbanisme et Environnement),

### 5.2 Du SPANC

#### 5.2.1 Obligations

- Le SPANC doit contrôler tous les dispositifs existants et nouveaux, quel que soit la zone d'assainissement dans laquelle ils se trouvent (zone d'assainissement non collectif et collectif)
- L'accès aux propriétés privées doit être précédé d'un avis préalable de visite (rendez-vous de contrôle)
- Les agents du SPANC ne sont pas autorisés à pénétrer dans la propriété privée en cas d'opposition.
- Tous les contrôles font l'objet d'un rapport de visite à remettre au propriétaire ou à l'occupant des lieux.
- La mise en recouvrement de la redevance est précédée d'une prestation (visite, contrôle, entretien)

#### 5.2.2 Responsabilités

La collectivité publique gérant le SPANC, ou son délégataire est responsable du bon fonctionnement du service. Sa responsabilité civile peut être mise en cause devant les tribunaux judiciaires si le mauvais

fonctionnement du service (imprudence, négligence...) est à l'origine du dysfonctionnement d'une installation qui entraîne des dommages pour le propriétaire de l'installation, son utilisateur ou des tiers.

## 6 – Les acteurs

### 6.1 Le service instructeur du permis de construire

#### 6.1.1 Articulation des procédures

Depuis la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et au plus tard le 31/12/2005, le SPANC est tenu d'assurer le contrôle technique de conception et de réalisation du système d'assainissement projeté.

Parallèlement, L'article L.421-3 du Code de l'urbanisme soumet la délivrance d'un permis de construire à la conformité du projet de construction aux dispositions réglementaires concernant l'assainissement non collectif : Ces deux procédures ont lieu simultanément et la législation actuelle n'impose pas une coordination entre elles; néanmoins, il est souhaitable pour les usagers, d'instituer une coordination entre ces procédures.

A titre indicatif, voici donc un exemple de procédure possible entre les deux services :

1. Le pétitionnaire retire en mairie un dossier de demande de permis de construire
2. Le pétitionnaire entre en contact avec le SPANC pour constituer son dossier en vue de l'installation projetée ;
3. Le pétitionnaire transmet son dossier (formulaire rempli et pièces à fournir) au SPANC
4. Le SPANC contrôle la conception et l'implantation de l'installation proposée
5. Le SPANC émet un avis sur le projet qui est notifié au pétitionnaire ;
6. Le pétitionnaire dépose sa demande de permis de construire en mairie ;
7. Le service instructeur du permis saisit le SPANC pour avis sur le choix du dispositif retenu.
8. Le SPANC transmet au service instructeur du permis son avis (déjà été notifié au pétitionnaire)
9. Le service instructeur du permis de construire se prononce sur la demande de permis.
10. Le pétitionnaire effectue les travaux d'assainissement et de construction de l'immeuble
11. Les travaux d'assainissement terminés le pétitionnaire demande au SPANC d'effectuer le contrôle de réalisation
12. Le SPANC contrôle (tranchées ouvertes) la réalisation du dispositif non collectif
13. Le SPANC émet un avis sur la réalisation des travaux du dispositif qui est notifié au pétitionnaire

NB : Dans cette procédure, le SPANC doit mettre en garde le pétitionnaire sur les risques qu'il prendrait en commençant les travaux d'assainissement sans attendre l'attribution de son permis.

#### 6.1.2 Contenu des contrôles du service instructeur et du SPANC

- ❑ Le service instructeur du permis ne peut exiger aucune pièce autre que le plan de masse. Il vérifie :
  - la présence d'un dispositif d'assainissement non collectif sur le plan de masse ;
  - la conformité aux règles d'urbanisme du dispositif (filiales imposées ou interdites notamment)
  - l'absence d'atteinte à la salubrité publique (servitudes de protection des captages..)
  - le respect par le projet des dispositions particulières des arrêtés municipaux ou préfectoraux
- ❑ Le SPANC est saisi du projet pour donner son avis sur la conception du dispositif. (arrêté interministériel du 6/05/1996) Il peut demander une étude de définition de filière pour donner son avis.

#### 6.1.3 Conséquences du non-respect des dispositions réglementaires sur la délivrance du permis

La jurisprudence montre que la non conformité d'une installation d'assainissement non collectif aux dispositions législatives ou réglementaires doit conduire, après avis du SPANC, au refus du permis de construire

### 6.2 La DDASS

Les DDASS ont reçu instruction de se désengager progressivement et définitivement de cette action à partir de 1996. Ce rôle est désormais dévolu aux SPANC. Cependant les DDASS peuvent d'intervenir dans la procédure

de contrôle au titre de leurs missions garantissant l'hygiène et la salubrité publique (zone sensible, filière dérogatoire, puits d'infiltration...etc)

## 6.3 Autres acteurs

### 6.3.1 Le maire

La commune (groupement de communes) est chargée par la loi de mettre en place le SPANC alors que l'organisation du service, sa maîtrise et son contrôle, relèvent de la compétence de l'organe délibérant. Même si sa gestion est déléguée, le maire (ou le président de l'EPCI), en tant que chef du service public, est responsable du bon fonctionnement de celui-ci et de sa gestion quotidienne, quand il est géré en régie.

- ❑ **Le maire doit** (au titre de ses pouvoirs de police judiciaire)
  - constater les délits de pollution de l'eau par une installation en vue de poursuites pénales ;
  - constater l'absence de réalisation d'une installation lorsqu'elle est imposée par la réglementation
- ❑ **le maire peut** (au titre de ses pouvoirs de police administrative)
  - utiliser son pouvoir de police générale pour faire cesser toute atteinte à la salubrité publique
  - mettre en œuvre ses pouvoirs de police pour prendre un arrêté, plus restrictif que celui de la réglementation nationale si la protection de la santé publique sur sa commune l'exige.
  - faire interrompre des travaux en cours de réalisation après constat d'infraction aux règles
  - faire exécuter d'office les travaux de mise en conformité ordonnés par le juge

### 6.3.2 Le préfet

Comme le maire, le préfet dispose de pouvoirs qui lui permettent

- de prendre des dispositions départementales (interdiction de filières, autorisation de filières dérogatoires)
- en cas de pollution, de se substituer au maire, en cas d'inertie de celui-ci, pour faire cesser la pollution.
- d'exercer sur les actes des communes un contrôle de légalité.

Rappelons que les installations d'assainissement non collectif échappent au pouvoir de police de l'eau du préfet qui concerne exclusivement les ouvrages et travaux soumis à autorisation ou à déclaration

### 6.3.3 Les départements (conseils généraux)

Si les conseils généraux n'ont pas de compétence spécifique en matière d'assainissement, ils participent néanmoins activement à la mise en œuvre de la politique poursuivie en ce domaine, en raison de l'importance des concours financiers et techniques qu'ils apportent aux communes ou à leurs groupements.

#### ❑ Les aides financières

L'article L.3233-1 du CGCT leur permet d'apporter aux communes un soutien pour l'exercice de leurs compétences. Toutefois, la loi interdit à une collectivité locale d'exercer une tutelle sur une autre, ainsi, une aide financière départementale ne doit pas permettre d'influer sur le mode de gestion du SPANC.

#### ❑ Les aides techniques

Elles sont fondées sur deux articles du CGCT :

- l'article L. 5111-1 alinéa 2 selon lequel « les collectivités territoriales peuvent conclure entre elles des conventions par lesquelles l'une d'elles s'engage à mettre à la disposition d'une autre collectivité ses services et moyens afin de lui faciliter l'exercice de ses compétences ».
- l'article L.3233-1 qui dispose que « le département apporte aux communes qui le demandent son soutien à l'exercice de leurs compétences ».

Cette possibilité d'assistance technique a été confirmée par le législateur dans le domaine spécifique de l'assainissement collectif par l'article L.1331-16 du C S P selon lequel « le département peut mettre à la disposition des communes ou de leurs groupements une expertise du fonctionnement des dispositifs d'épuration et d'assainissement publics ». Des services d'assistance technique aux exploitants de station d'épuration (SATESE) existent ainsi dans la quasi-totalité des départements.

Sur le fondement des deux articles précités du CGCT, une commune et un conseil général peuvent également passer des contrats d'assistance technique ou de prestations de services portant sur les aides à la mise en place et au fonctionnement des SPANC. Les SATESE n'étant compétents qu'en matière d'assainissement collectif, plusieurs

départements ont créé un organisme équivalent en matière d'assainissement autonome, dénommés **SATANC** (Service d'Assistance Technique à l'Assainissement Non Collectif) ou **SATAA** (Service d'Assistance Technique à l'Assainissement Autonome). Toutefois dans la mesure où l'assistance du département aux communes donne lieu à des conventions de prestations de service conclues à titre onéreux et intervient dans le domaine concurrentiel, celles-ci ne peuvent être passées qu'en respectant le Code des marchés publics désormais applicable aux contrats passés entre personnes publiques (**art. 1<sup>er</sup> du code annexé au décret n°2001-210 du 7 mars 2001**). L'application de ce code à ces conventions a été confirmée par l'article 1<sup>er</sup> de la **loi MURCEF n°2001- 1168 du 11 décembre 2001**.

#### **6.3.4 Les agences de l'eau**

L'agence de l'eau dispense conseils et aides financières aux collectivités territoriales (communes, départements)

- pour les études de zonage et de diagnostic
- pour la mise en place des SPANC
- pour les contrôles et la formation des acteurs de l'assainissement non collectif
- pour les travaux de remise en état d'installations anciennes.

#### **6.3.5 La commission consultative des services publics locaux (CSP)**

L' **article L.1413-1 du CGCT** rend obligatoire la constitution d'une commission consultative des services publics locaux dans les communes de plus de 10 000 habitants ainsi que pour les EPCI de plus de 50 000 habitants dont les services publics sont exploités en régie à autonomie financière ou en délégation de service public.

Cette commission, présidée par l'exécutif local et composée de membres de l'assemblée délibérante et de représentants d'associations locales, examine chaque année :

- le rapport annuel du délégataire du service public ;
- le rapport sur le prix et la qualité des services d'assainissement ;
- le bilan d'activité des services exploités en régie.

En outre elle est consultée pour avis sur tout projet de délégation de service public local ou de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant décision de l'assemblée délibérante compétente.

#### **6.3.6 Les prestataires de service publics et privés**

##### **❑ les prestataires publics**

Les services déconcentrés de l'État (DDE, DDAF et DDAS) assistent les communes dans la mise en place et la gestion de leur SPANC (assistance à maîtrise d'ouvrage). **L'article 1<sup>er</sup> de la loi MURCEF n°2001- 1168 du 11 décembre 2001**, soumet la réalisation des prestations d'ingénierie publique des services de l'Etat aux conditions prévues par le Code des marchés publics. Toutefois, si le montant du marché de service n'excède pas un seuil de 90 000 € (HT), le marché peut être passé sans formalité préalable.

##### **❑ les prestataires privés**

La gestion du SPANC (structuré comme un SPIC), peut être confiées à un prestataire privé. Seuls les contrôles techniques et l'entretien peuvent être confiés à un prestataire car les pouvoirs de police du maire ne peuvent être délégués. Les communes choisissent ces prestataires dans le respect des règles de concurrence prévues par le Code des marchés publics ou de la réglementation applicable aux délégations de service public.

#### **6.3.7 Les intervenants de la construction immobilière**

##### **❑ Le vendeur d'immeuble**

Il n'existe pas actuellement d'obligation spécifique pesant sur le vendeur quant à l'information de l'acquéreur sur la qualité et la conformité à la réglementation de son dispositif d'assainissement autonome.

##### **❑ L'acquéreur d'immeuble**

L'acquéreur a intérêt à se faire communiquer les rapports de contrôle, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'installation et de se décharger ainsi de sa responsabilité au regard du Code de l'environnement, en cas de pollution.

#### ❑ Le notaire

Malgré l'absence d'obligation légale d'information de l'acquéreur sur l'état de l'installation d'assainissement équipant l'immeuble vendu, la jurisprudence met à la charge du notaire une obligation de conseil, vis-à-vis de ses clients. A ce titre, le notaire, doit au minimum signaler à l'acquéreur l'existence d'une réglementation applicable à l'assainissement non collectif de l'immeuble, à défaut de l'inviter à prendre contact avec le SPANC.

#### ❑ L'entrepreneur

L'entrepreneur qui se charge de réaliser un assainissement non collectif est tenu, de remettre dans les délais un ouvrage conforme à ce qui est prévu dans le contrat. En principe sa responsabilité contractuelle est limitée à la période de construction de l'ouvrage jusqu'à sa réception. L'entrepreneur a un devoir d'information et de conseil au maître d'ouvrage susceptible, en cas de manquement à cette obligation, d'engager sa responsabilité contractuelle et de l'obliger à réparer toutes les malfaçons. L'entrepreneur doit également informer le maître d'ouvrage « de l'ensemble des contraintes administratives inhérentes aux travaux envisagés ».

Toute personne (bureau d'études, ingénieur conseil, technicien, etc.) qui participe à la réalisation de l'installation d'assainissement non collectif et qui est liée au maître d'ouvrage par un contrat, peut être tenue responsable pour faute dans la conception ou la réalisation de l'installation.

#### ❑ Responsabilité décennale des constructeurs

La mise en jeu de la responsabilité décennale s'applique aux dommages subis par l'ouvrage si le dommage le rend impropre à sa destination (articles 1792 à 1792-6 du Code civil)

## 7 – La vie du service

### 7.1 Le règlement du service (cf. annexe)

L'assemblée délibérante de la collectivité adopte le règlement du SPANC qui organise le fonctionnement du service et régit les relations entre l'exploitant du service et les usagers. Si le service est délégué, la collectivité peut décider de n'adopter ce règlement qu'après avis ou accord du délégataire. Ce règlement est un acte administratif unilatéral de portée réglementaire (et non un contrat passé avec l'usager) soumis au contrôle de légalité du préfet. En cas de litige entre le service et un usager l'appréciation de celui-ci relève du juge administratif.

### 7.2 Le démarrage du service

#### 7.2.1 Financement initial

Le financement des charges d'un service public industriel et commercial est normalement assuré par les redevances versées par les usagers. Leur perception suppose toutefois la fourniture préalable de prestations par le service, mais au démarrage du service, le nombre d'usagers peut être faible. Dans ces conditions, il ne serait pas réaliste de fixer le montant de la redevance en divisant les charges du service par le nombre d'usagers. Il faut donc rechercher des solutions qui permettent d'équilibrer le budget et d'adopter un montant de la redevance acceptable.

La solution consiste à prendre en charge dans leur budget propre les dépenses du SPANC (cf. §4.5.3)

#### 7.2.2 Diagnostic des installations existantes

##### 7.2.2.1 Cadre réglementaire et le contenu

La circulaire interministérielle du 22 mai 1997 précise que : « *Pour les installations existantes, des visites seront l'instrument adéquat de diagnostic de leur fonctionnement et de la nécessité d'engager une réhabilitation.* »

Le contenu du contrôle de diagnostic des installations existantes est détaillé dans le document « modalités techniques du contrôle des installations d'assainissement non collectif » (étude sur l'eau N° 86)

**Ce diagnostic est donc un état des lieux effectué suite à une visite sur site pour : .**

- ❑ Vérifier l'existence et l'implantation d'un dispositif d'assainissement
- ❑ Recueillir ou réaliser une description de l'installation
- ❑ Repérer les défauts liés à la conception ou à l'usure des ouvrages
- ❑ Contrôler son fonctionnement vis à vis de la salubrité publique de la qualité des eaux et du voisinage



#### 7.2.2.2 Situations rencontrées lors du diagnostic et action du SPANC ou du maire

Lors du diagnostic, le service va rencontrer en général quatre situations :

1. des habitations sans installation d'assainissement ;
2. des dispositifs dont le fonctionnement présente un risque de pollution ou d'atteinte à la salubrité publique
3. des dispositifs non conformes, dont les défauts de fonctionnement ne présentent pas de risques
4. des installations conformes aux prescriptions réglementaires de l'arrêté du 6 mai 1996.

Pour faire face aux deux premières situations le SPANC et le maire disposent de moyens pour faire respecter la réglementation. La pénalité financière prévue **par l'article L.1331-8 du C S P** permet au SPANC de contraindre le propriétaire à réaliser l'installation si l'immeuble en est dépourvu ou, si l'installation existe, d'obliger l'occupant des lieux à la maintenir en bon état de fonctionnement. En outre, s'il y a pollution ou atteinte à la salubrité publique, le maire met en œuvre son pouvoir de police générale pour la faire cesser.

### 7.3 Réalisation de documents

La création d'un nouveau service nécessite une réflexion sur les échanges qui devront s'instaurer entre les différents acteurs sous la forme papier ou informatique (informations, avis, décisions, facturation, etc...cf. § 2.1)

#### 7.3.1 Information des usagers : la documentation du pétitionnaire

La circulaire du 22 mai 1997 précise : *« Il est souhaitable que le SPANC fournisse au maître d'ouvrage une information sur la réglementation et sur les dispositions techniques les mieux adaptées ».*

#### 7.3.2 Les imprimés du service

Les élus ont toute latitude pour créer les imprimés utiles à la bonne marche du service à savoir :

- fiches de renseignements généraux et techniques,
- enregistrement de la demande et de la remise de documentation,
- avis préalable de visite, de contrôle de conception, réalisation, diagnostic et bon fonctionnement
- avis du contrôle de conception de l'installation sur dossier,
- avis du contrôle de bonne exécution des travaux,
- avis du contrôle de bon fonctionnement et d'entretien
- convention d'entretien
- rapport de visites périodiques,
- factures, etc...

### 7.4 L'archivage des données concernant les usagers

#### 7.4.1 Les fichiers du service

Ces fichiers doivent permettre le suivi technique, financier et administratif des usagers et le traitement des données. Ils doivent être imaginés et conçus à l'image de ceux utilisés pour la gestion des services d'assainissement collectif. De nombreux logiciels dédiés à l'assainissement non collectif existent sur le marché ( cf. liste annexe). Ce fichier est rempli suite au contrôle diagnostic de l'existant ( cf. § 7.2.2)

#### 7.4.2 Procédure de création d'un fichier

La création d'un fichier informatique est soumise à réglementation (**délibération CNIL n° 80-16 du 6/05/80**)

#### 7.4.3 Contenu du fichier

Le contenu du fichier est de la responsabilité du gestionnaire du service. Les informations indispensables à toute gestion d'un fichier d'usagers sont celles figurant dans le document « modalités techniques du contrôle des installations d'assainissement non collectif » (étude sur l'eau N° 86)

## 8 – Les points essentiels à retenir

### 8.1 Ce qui doit être fait

- ❑ Adopter le zonage d'assainissement avant la création du SPANC
- ❑ Mettre en place le SPANC le 31 décembre 2005 en ayant choisi le niveau géographique et gestion du service
- ❑ - Assurer
  - -pour les dispositifs neufs : les contrôle de conception puis de réalisation
  - pour les dispositifs existants : les contrôle diagnostic puis de bon fonctionnement, le cas échéant : l'entretien.

### 8.2 Ce qui peut être fait

- ❑ Financer le diagnostic des installations existantes par le budget général de la collectivité
- ❑ Imposer dans le règlement ne étude de filière si elle indispensable au contrôle de conception d'une installation